

# UN FÉMINISME AUX COULEURS DE LA RÉALITÉ EN FRANCE

**Horia Kebabza**

Université Toulouse-Le-Mirail

## **Résumé**

Cet article tente de comprendre comment les crises multiples qui affectent notre société - notamment celle de la multiculturalité et celle qui traverse les mouvements féministes - nous empêchent de construire une conception féministe et multiculturelle de la société. L'état qui se resserre entre l'instrumentalisation de la question de l'égalité entre femmes et hommes pour condamner par avance toute revendication ou politique multiculturelle, et la perpétuation de stéréotypes culturels et souvent racistes, amène un certain nombre de féministes à repousser encore et toujours la question de l'égalité réelle. Un détour par l'approche intersectionnelle fait entrevoir comment cette perspective peut nous permettre de construire des alternatives.

## **Abstract**

This article aims to comprehend how multiple crises affecting our societies, especially the crisis of cultural diversity and that of feminist movements, prevent the construction of a feminist and multicultural society. Given the complex recuperation of the question of gender equality with a view to precluding all political demands related to multiculturalism, and the perpetuation of cultural and often racist stereotypes, a certain number of feminists have often deferred the question of gender equality in concrete terms. The intersectional approach reveals how other alternatives can begin to provide a possible solution.

La saga du hijab en France a sans aucun doute été un puissant révélateur des divisions au sein des mouvements de femmes. La virulence et l'abondance des débats, parfois jusqu'à la nausée, et ce bien au-delà des cercles féministes, a mis en évidence des lignes de fracture et l'omniprésence de la nature « catho-laïque » de notre société, à l'occasion des prises de position autour du hijab et de l'islam.<sup>1</sup> Si pour les milieux féministes majoritaires, la certitude que le hijab ne peut être qu'un instrument d'oppression des femmes s'est imposée, pour d'autres, un racisme latent et le spectre de guerres culturelles ou *choc des civilisations*, sont les questions de fond qui se posent derrière un simple bout de tissu.

Parce que tout le monde a eu un avis là-dessus, la « hijab story » (Ezekiel 2006) a créé des clivages politiques, mais aussi dans les relations inter-personnelles avec des proches, indépendamment des cultures politiques de chacun-e. Petite illustration: lors d'un repas avec des ami-e-s (dont certain-e-s sont féministes et/ou anti sexistes) le sujet du port du hijab est abordé de la sorte par un des protagonistes: « moi, les femmes qui portent le voile, elles me cassent les couilles ! ». S'ensuit une discussion très vive sur la laïcité, les signes religieux visibles, la fausse neutralité de l'universalisme français, etc.... (Je passe sur les détails). Polémique où je suis presque accusée de vouloir brûler les églises...et j'exagère à peine. Je sors de cette discussion en larmes, avec un sentiment de désespoir et de profonde solitude, aussi bien affective que politique. Ultime paradoxe, moi qui suis athée, je me suis sentie *acculée*, et ce n'était pas la première fois - que ce soit en privé ou lors de discussions ou d'interventions publiques - à défendre l'islam face aux attaques contre des musulman-e-s. Par ailleurs, plusieurs ami-e-s m'ont fait part de telles expériences.

Toujours est-il qu'au cours de cette période, chacun-e s'est retranché-e derrière des postures souvent défensives et des oppositions figées entre un « universalisme » féministe accusé de ne pas prendre en compte la diversité de l'expérience des femmes, et des postures issues des milieux post-coloniaux, dénoncées pour leur repli identitaire, voire leur communautarisme.<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> La catho-laïcité renvoie au fait que la sphère publique n'est pas neutre, mais qu'elle reproduit les valeurs de la culture majoritaire: religieusement et culturellement, le paysage est peuplé d'églises et de croix chrétiennes, le calendrier facilite la pratique de la religion chrétienne. Tous les jours, des millions de citoyen-ne-s de ce pays entendent à la fin du journal télévisé sur une grande chaîne publique, que nous allons fêter tel ou telle saint-e chrétien-ne. Et d'ailleurs en France aujourd'hui, l'islam est devenu le contraire de la laïcité.

<sup>2</sup> L'idée que l'on agite en permanence est le spectre du communautarisme, en faisant payer aux supposées « communautés » les effets de la mondialisation. Je m'explique: alors que c'est avant tout le modèle ultra-libéral qui fait exploser le « roman national » et « l'identité française », explosion qui ferait qu'il n'existerait plus de valeurs communes partagées autour d'une même définition du « vivre ensemble », on rend responsable les immigré-e-s et leurs descendant-e-s des effets de cet éclatement en condamnant des pratiques dites d'un autre âge, le communautarisme, et *in fine* le multiculturalisme.

Cette saga est me semble-t-il l'expression de l'un des enjeux actuels,<sup>3</sup> aussi bien théoriques que politiques, posés au féminisme: comment arriver à « maintenir par les deux bouts la contradiction entre universalisme et particularisme, entre tentations identitaires et projets égalitaires » (Kandel 1995). Comment peut-on concevoir une conception féministe *et* multiculturelle de la société sur fond de crises multiples, notamment celle du multiculturalisme et celle qui traverse les mouvements féministes ?

### **Un multiculturalisme en crise**

Le multiculturalisme est lié au constat de la *multiculturalité* des sociétés modernes. Il désigne un fait social caractérisé par un accroissement des différences culturelles en lien avec les mobilités et les migrations. Il désigne aussi un système politique dont nous connaissons à présent certaines limites: l'incapacité du multiculturalisme à combattre efficacement le racisme, puisque ses postulats libéraux l'empêchent de combattre les causes véritables de l'exclusion. Pas de prise en compte de la question sociale, tendance à figer les identités dans une catégorie donnée, un carcan culturel.

L'apparition dans les discours politico-médiatiques du thème de l'échec du multiculturalisme, que ce soit en Angleterre ou aux Pays-Bas - qui pratiquent un multiculturalisme d'Etat - ou en Allemagne et en France, nous signifie que l'immigration et son aboutissement logique, l'islam, est un problème. Les arabes et les musulman-e-s sont les cibles idéales. La droitisation des esprits s'accompagne de l'exploitation des peurs de l'opinion et de l'électorat, elle se retrouve notamment dans la réapparition du thème de l'identité nationale. L'islam et les immigré-e-s sont accusés de dissoudre cette identité nationale en essentialisant le débat au nom d'une culture majoritaire blanche et chrétienne. Le fait religieux vient introduire dans ce débat des aspects supplémentaires, parfois même en devient-il une préoccupation centrale, d'où la focalisation autour de la laïcité.<sup>4</sup>

Comment parvenir à défendre des sociétés multiculturelles à un moment où tant de pays occidentaux sont prêts à abandonner le multiculturalisme ? Tout le monde est membre d'une culture, mais aucune personne n'est circonscrite à une seule culture. Pourtant, on suppose communément que seul-e-s les membres des cultures minoritaires sont moulé-e-s par leurs cultures. *Ils* (les Autres) ont des traditions culturelles, et *nous* (occidentaux) avons des valeurs morales (donc modernes).

---

<sup>3</sup> Parce que c'est la culture arabo-musulmane qui semble poser des défis au féminisme aujourd'hui en France et en Europe, il en sera largement question dans cet article.

<sup>4</sup> Il y a aujourd'hui, en France, tout un courant qui en réalité défend une tradition chrétienne, catholique, mais qui se réclame de la laïcité. Celle-ci a été pendant longtemps un thème de gauche; elle est devenue un thème de l'extrême droite. Elisabeth Badinter a déclaré en 2011 que Marine Le Pen était celle qui défendait le mieux la laïcité en France aujourd'hui. On est, sur ce sujet comme sur d'autres, en train d'assister à une mutation étonnante des grands repères idéologiques de la société française.

Anne Phillips nous offre une piste intéressante. Elle souligne la nécessité de réviser la vision déterministe de la « culture » qui joue un rôle dans la perpétuation des stéréotypes raciaux et sexistes au sein des sociétés multiculturelles. Elle propose de rejeter cette vision réifiée de la culture, que les multiculturalistes et leurs adversaires adoptent souvent, et d'opter pour « un multiculturalisme sans culture » (Phillips 2007), tout en s'attaquant aux inégalités entre groupes culturels.

### **Féminisme *versus* multiculturalisme**

Parallèlement, on assiste à l'instrumentalisation de la question de l'égalité entre femmes et hommes pour condamner par avance toute revendication ou politique multiculturelle, perpétuer des stéréotypes culturels et souvent racistes, et repousser encore et toujours la question de l'égalité réelle. Le multiculturalisme serait ainsi en contradiction avec le féminisme ou le droit des femmes. Ces revendications multiculturelles sont accusées d'encourager l'oppression des femmes: les mariages forcés, les mutilations génitales féminines, le port du hijab, etc.

Le lancement du débat sur les droits des femmes et le multiculturalisme est généralement attribué à l'essai de Susan Moller Okin (1999), « Is multiculturalism bad for women ? ». Elle pose la question de savoir si l'idéal multiculturel du respect des droits culturels pour les minorités est compatible avec l'égalité des sexes. Elle reproche aux politiques multiculturalistes de favoriser le maintien de pratiques sexistes, en accordant aux minorités culturelles des droits collectifs qui désavantagent surtout les femmes au sein de la sphère domestique.<sup>5</sup> Pour elle, respect des cultures et respect des droits des femmes peuvent entrer en conflit si les cultures concernées ne respectent pas l'égalité des femmes et des hommes. Rien ne justifie, en effet, qu'une femme soit moins protégée qu'une autre parce qu'elle appartient à une minorité culturelle.

---

<sup>5</sup> De façon plus générale, Okin reproche à la citoyenneté multiculturelle de maintenir une frontière trop rigide entre le public et le privé. Selon elle, la distinction entre « protections externes » et « contraintes internes » élaborée par le philosophe Will Kymlicka, ne suffit pas à résoudre le problème, car si elle permet de condamner les formes ouvertes de discrimination sexiste, elle s'avère incapable de contrer le sexisme ordinaire qui est à l'œuvre au sein de la sphère domestique.

## Dépasser le dilemme d'Okin ?

Féminisme et multiculturalisme sont-ils aussi inconciliables que le laisse penser l'essai de Susan Okin ? Sa position a fait l'objet de nombreuses polémiques. L'instrumentalisation politico-médiatique de cette opposition frontale entre droits des femmes et droits des groupes culturels est souvent dénoncée. La principale critique porte sur le fait qu'en mettant la focale sur le sexisme arabo-musulman, on exonère la culture majoritaire (blanche et occidentale) de son propre patriarcat.<sup>6</sup>

Les critiques post-coloniales lui reprochent la vision essentialiste et occidentalocentrée de son argumentation contre le sexisme des cultures non-occidentales, ainsi que la non prise en compte d'autres rapports de pouvoir tels l'ethnicité ou la « race ». On retrouve cette critique de l'incompatibilité entre féminisme et multiculturalisme dans certains arguments développés par les *Black Feminists*. Or, les cadres d'analyse intersectionnels peuvent nous fournir une piste productive pour aller au-delà de cette tension apparemment insoluble.

Si le concept d'intersectionnalité de Kimberlé Crenshaw (2005) peine à trouver une validité dans la recherche française, la question de l'articulation des différents systèmes d'oppression s'est imposée à de nombreuses féministes: africaines-américaines, migrantes, lesbiennes ou activistes des pays du Sud.<sup>7</sup> Ces dernières reprochent aux cercles féministes majoritaires, blancs, hétérosexuels et de classe moyenne, d'ignorer leurs situations respectives et les enjeux liés aux conditions sociales des femmes de « cultures autres ». Face à la diversité des situations vécues par les femmes, l'idée d'une sororité commune vole en éclats.

Ce concept tente de rendre visibles dans la réalité le fonctionnement et l'influence simultanés de diverses discriminations, notamment fondées sur le genre, l'ethnicité, la « race », la classe, l'orientation sexuelle, l'âge, la religion. Crenshaw affirme l'existence d'« intersections » identitaires signifiantes, c'est-à-dire de « configurations identitaires individuelles complexes reflétant les multiples consciences » de chaque individu. Si elle remet en cause l'essentialisation de l'image des africains-américains aux Etats-Unis, elle s'interroge aussi sur les discours identitaires totalisants, y compris ceux qui existent dans la communauté noire. Dans la lignée de la *Critical Race Theory*, Crenshaw et d'autres cherchent à éviter qu'au sujet de droit « noir » imaginé par les Blancs, en soit substitué un autre, aussi monolithique et stéréotypé que le premier, mais cette fois imaginé par les Noirs. L'un ne vaut pas mieux que l'autre. Au contraire, il faut prendre acte de la fluidité de l'identité de chaque individu, ce qui

---

<sup>6</sup> De nombreuses chercheuses le dénoncent dans notamment deux numéros de *Nouvelles Questions Féministes*, Vol. 25, n° 1 & n° 3, 2006.

<sup>7</sup> Les *Black Feminists* ont développé une critique radicale du féminisme blanc qualifié de bourgeois et de prétendument universel (Combahee River Collective 1978; hooks 1986; Hill Collins 1989). Voir Elsa Dorlin, dir., *Black Feminism*, 2008.

n'empêche nullement de tirer des conclusions quant à la condition identitaire de tel ou tel groupe. Par exemple, l'auteure mettra en lumière les difficultés particulières que vivent les femmes noires. Elles sont doublement victimes d'oppression, d'abord en raison de leur « race » et de leur sexe dans une société majoritairement blanche et dominée par les hommes, ensuite en raison de leur sexe au sein de leur propre groupe racial.

### **Un détour par l'intersectionnalité structurelle**

L'intersectionnalité structurelle que décrit K. Crenshaw révèle comment les institutions présentes dans la société restreignent, limitent ou dénie l'accès à un certain nombre de ressources aux groupes ou individu-es marginalisé-es. Or, cette discrimination « indirecte » est pratiquement invisible dans la société.

C'est en travaillant sur les socialisations et constructions identitaires chez des jeunes, filles et garçons, né-e-s de parents migrants, que j'ai remarqué comment cette discrimination systémique peut exister (Kebabza 2004). Le premier exemple qui vient à l'esprit est en lien avec l'histoire des violences policières que subissent certaines franges de la population. Les entretiens mettent en évidence que « la police, c'est pas nos copains »<sup>8</sup>:

J'évite d'avoir recours à eux, surtout avec la police. C'est pas mon truc »; « Je suis assez critique envers eux (la police), enfin quand je les vois, c'est pas trop mes amis en gros... » ; « L'image est négative, moi personnellement je les aime pas...c'est surtout par rapport à notre vécu, à ce qu'ont vécu nos frères, après ce qu'ils ont fait subir à nos mères, c'est clair qu'on risque pas d'avoir une image positive envers eux.

L'autre institution se trouvant au cœur de cette intersectionnalité structurelle est le travail social. Certain-e-s professionnel-les présentent la culture d'origine comme la principale entrave à l'amélioration des relations entre les sexes. Les jeunes se trouvent ainsi contraints à n'adopter qu'un registre de discours défensif de *la* culture de leurs parents, tout particulièrement concernant l'obligation de la virginité des filles, des mariages arrangés, etc.. ou pour justifier des inégalités entre les sexes. Autrement dit, lorsque des travailleurs sociaux confrontent des jeunes filles ou garçons, aux *traditions* de leurs familles ou de leurs parents en leur disant en substance « votre culture est arriérée », l'humiliation subie et l'éternel « soupçon d'être immigré » (Sayad) prend le pas sur tout le reste, y compris l'oppression des femmes.

Des fois, l'assistante sociale on a l'impression qu'elle comprend pas, parce que la plupart du temps elle sort pas des quartiers, donc elle comprend pas ce qu'il se

---

<sup>8</sup> Comme le montre Crenshaw pour les femmes noires aux États-Unis.

passé, et donc, tu ne peux pas parler à une personne quand tu sais qu'elle a aucun repère, elle ne sait pas de quoi tu parles, t'as l'impression que t'es en train de parler avec une extra-terrestre ou quoi, tu lui parles elle fait « ah oui, ça se passe comme ça ? ». T'as pas du tout envie de la mettre dans ton monde à toi sachant que le sien est plus beau donc t'évites.

À un niveau plus général, il existe une tendance qui consiste à demander aux femmes et aux jeunes filles des minorités, non seulement de faire l'effort de s'intégrer, en abandonnant leurs caractéristiques culturelles envahissantes - voire de s'émanciper de leurs maris, leurs pères, leurs traditions, *leur culture* afin de devenir des femmes libérées du sexisme arabo-musulman - mais aussi de jouer un rôle de « relais », de médiatrices dans leurs quartiers, soit en pacifiant le groupe des garçons pour les plus jeunes d'entre elles - j'ai pu le constater à plusieurs reprises dans les réflexions concernant des actions à mettre en place auprès de jeunes à Toulouse - soit en faisant porter aux mères la responsabilité de la reproduction du sexisme de leur culture (à travers l'éducation de leurs fils).

Or, l'on sait que le vécu des discriminations et la position défavorisée des minorités induisent une sorte de « culturalisme réactif » dans lequel les traditions sont réinventées et réactivées pour définir l'identité du groupe. Des comportements sexués et des normes de genre sont alors considérées comme garantes de la culture authentique. On va le retrouver dans le fameux : « ça ne se fait pas chez nous », et l'injonction à adopter le comportement culturellement attendu.

Aux jeunes filles et aux femmes est reconnu le rôle de porteuse symbolique de la culture du groupe. Combien de fois m'a-t-on rappelé que « le paradis se trouve sous les pieds des mères » et qu'elles sont « gardiennes des traditions ». Les garçons et les hommes ont eux la responsabilité de garantir le respect de ces normes de genre et de défendre les frontières du groupe, dans un partage entre un « eux », (le groupe majoritaire) et un « nous » sans cesse réactivé.

L'intersectionnalité met également à jour les « conflits de loyauté et les dilemmes pour les femmes des minorités » (Longman et Coene 2010). Comment répondre au sexisme au sein de leur « communauté » ? C'est en posant conjointement le refus d'un ennemi principal (le sexisme *ou* le racisme) et le refus des injonctions aux solidarités (avec les hommes de leur groupe) pour les femmes minoritaires, que nous pouvons imaginer une autre voie.

D'une part, si les femmes non blanches choisissent le privé (qui n'a pas le même sens pour toutes les femmes), comme refuge et abri - venant ainsi briser la doxa féministe du « privé est politique » - c'est pour se protéger des agressions du monde extérieur et du racisme. D'autre part, ces injonctions aux solidarités internes au groupe peuvent être risquées. Elles repoussent à plus tard la lutte contre les violences à l'égard des femmes. Or, vouloir donner une image positive de la communauté ou du groupe à

tout prix ne va pas nécessairement dans le bon sens. Là encore, je l'ai constaté sur le terrain:

Elles veulent pas dévoiler les violences et les dominations qu'elles subissent... Elles ont le sentiment de trahir la communauté, le quartier et de contribuer au renforcement de sa stigmatisation... En parlant elles dénoncent les gens avec qui elles vivent, leur propre frère qu'elles se doivent de respecter. (Responsable associative).

Alors, est-ce desservir les femmes minoritaires que de parler des violences des hommes des minorités ? Ces injonctions aux solidarités et l'idée de garder la communauté soudée, comportent un prix à payer, mais quel est ce prix pour les femmes ? En tout cas aujourd'hui en France, le fait de pointer la violence des hommes arabes ou noirs renforce la stigmatisation de l'ensemble de la population arabe ou noire, et donc les discriminations qui touchent hommes et femmes.

Une représentante de l'association « Voix d'Elles rebelles » expliquait leurs difficultés auprès des institutions concernant une remise en cause de certaines traditions, (par exemple les mariages forcés), consciente que leurs critiques sont instrumentalisées par les politiques pour renforcer les lois répressives sur l'immigration et les étrangers. Se pose en effet la question de savoir, non pas s'il faut continuer à en parler, mais comment en parler d'un point de vue féministe, pour éviter toute instrumentalisation politique-raciste.

### **L'intersectionnalité politique**

Le second niveau est celui de l'action politique et collective. L'intersectionnalité politique renvoie à la difficulté pour les mouvements anti-racistes ou féministes de prendre en compte l'articulation « race »-genre, par exemple dans leur manière de problématiser la question des violences contre les femmes minoritaires. « Les recoupements évidents du racisme et du sexisme dans la vie réelle - leurs points d'intersection - trouvent rarement un prolongement dans les pratiques féministes et antiracistes » (Crenshaw 2005). D'ailleurs, réduire la violence contre les femmes à une caractéristique quasi naturalisée des hommes noirs aux Etats-Unis, et des garçons arabes en France, est ne pas rendre compte de l'aliénation de toutes les femmes.

Ainsi, les personnes à l'intersection de multiples oppressions peuvent trouver qu'un discours qui prétend les libérer d'une oppression explicitement ou implicitement, légitimera d'autres formes de subordination. Le mouvement « Ni Putes, Ni Soumises » et le discours féministe qui s'est créé autour d'elles à propos des garçons des cités, violents et sexistes, est révélateur de cette ambivalence du discours qui d'un côté dénonce le sexisme et de l'autre, propose des stéréotypes racistes des quartiers



populaires.<sup>9</sup> Les jeunes filles que j'ai pu rencontrer ont beaucoup de mal à s'identifier à ce mouvement:

C'est à cause de ces femmes qu'il y a cet amalgame par rapport aux arabes, aux noirs, aux musulmans; moi je dis elles allument bien le feu, déjà on n'est pas arrangées dans cette société, et en plus de ça, elles disent: ouais on habite dans des cités, c'est pas une raison pour se couvrir de la tête aux pieds, on a le droit de porter des minijupes nous aussi...non mais attends, tu vas te trimbaler dans un camp de soldats en minijupe toi ?

Elles se sentent sommées de choisir entre la famille, les parents et la société française: « Pour Ni Putes Ni Soumises, il faut rompre avec tout ce que vous avez vécu, en plus c'est un sacrifice tu vois ».

Nous savons que les femmes possèdent rarement les ressources suffisantes pour rompre avec leur groupe d'appartenance, de plus elles ne souhaitent pas forcément le faire, et ce pour de nombreuses raisons. Quitter la communauté peut comporter un coût élevé: peu d'alternatives pour une vie meilleure compte-tenu des réalités socio-économiques, isolement et rupture totale ou partielle avec la famille, bannissement par la dite communauté. Dans le cas des mariages forcés,<sup>10</sup> la plupart de celles qui ont osé rompre avec la famille l'ont fait en proie à une ambivalence plus ou moins importante, prenant dans de nombreux cas la forme d'un déchirement qui mettra longtemps à s'effacer. Et c'est avec beaucoup d'émotions qu'elles évoquent leur rupture avec les parents.

Pour pouvoir malgré tout vivre une sexualité libre dans leur environnement social et culturel, certaines jeunes filles vont avoir recours à une reconstruction de l'hymen, liée à l'injonction très forte à la virginité. Cette stratégie, même si elle contribue à perpétuer une tradition oppressive, offre aux jeunes filles une « solution ».<sup>11</sup> Elles se créent des espaces d'autonomie à l'abri des regards et tentent d'élargir leurs marges de liberté sans rompre de manière brutale avec la famille. Car rester dans la « communauté » donne accès à une reconnaissance (souvent déniée par ailleurs), obtenue grâce à la « chaleur du proche » que décrit Françoise Collin: « La richesse de l'intime où chacun peut au moins trouver une certaine chaleur [...] qui sécrète une

---

<sup>9</sup> Certaines féministes, telles qu'Ayaan Hirsi Ali, nient la critique des féministes post-coloniales. Celle-ci note que « les musulmanes ont plus d'avantages à opter pour la culture dominante occidentale ». Ainsi est renforcée l'idée du « choc de civilisations ».

<sup>10</sup> L'on sait aussi que le mariage est parfois instrumentalisé pour répondre aux politiques migratoires restrictives, et la question des papiers, c'est-à-dire la possibilité d'émigrer en France ou de pouvoir s'y trouver en situation régulière, est souvent évoquée dans les récits.

<sup>11</sup> À partir du débat sur les opérations de reconstruction de l'hymen aux Pays-Bas, Sawitri Saharso (2003) avance que de tels cas exigent une approche pragmatique et sensible au contexte, qui allie une attitude critique vis-à-vis des pratiques culturelles des minorités à une sensibilité et un respect pour les identités culturelles et les intérêts des femmes des minorités.

douceur irremplaçable, une proximité qui n'est pas un monde au sens politique, des valeurs que seuls les opprimés connaissent et peuvent partager » (Collin, 1986).

Il existe une autre position, celle défendue par les Indigènes de la République, qui en s'attaquant au racisme de type post-colonial de la société française, a tendance à mettre de côté la question du sexisme au sein des groupes indigènes. La porte-parole, Houria Bouteldja, explique que la *loyauté* des femmes indigènes envers les hommes de leur groupe d'appartenance, s'impose face au racisme de la société. « Le hijab doit également être compris comme le fruit d'une négociation entre hommes et femmes dans laquelle le contexte post-colonial joue un rôle majeur. Le foulard (...) renvoie un message tout aussi clair à la société indigène: 'Nous appartenons à la communauté et nous l'assurons de notre loyauté' » (Bouteldja, 2012).

Cette analyse me laisse perplexe, car plutôt que de favoriser l'émancipation des individu-e-s, il me semble voir là un groupe qui impose à ses membres de choisir entre la loyauté à celui-ci, ce qui suppose de taire son éventuel désaccord fondamental avec ces thèses, et l'exclusion de celui-ci, ce qui sous-tend que l'expression de ce désaccord sera associée à une « trahison » identitaire. Cela me rappelle la polémique sur les prises de position laïques d'une cinéaste franco-tunisienne, Nadia El Fani,<sup>12</sup> qui a été l'objet d'une campagne haineuse de la part d'un certain nombre de musulman-e-s, y compris sur les blogs et réseaux sociaux en France. Polémique révélatrice de la supposée « déloyauté » qui illustre bien les difficultés à être dissidente vis-à-vis de son groupe d'appartenance réel ou supposé.

### **Une double injonction paradoxale**

Ces exemples révèlent la double injonction paradoxale qui est faite aux femmes minoritaires: injonction à briser le silence sur le sexisme interne au groupe et injonction à la loyauté ou la solidarité à l'égard des membres masculins de son groupe d'appartenance. Comment trouver un espace où elles peuvent être entendues et reconnues ?

Il me semble donc que tout l'enjeu d'une réflexion sur le féminisme et le multiculturalisme est d'arriver à résoudre ces questions fondamentales :

- Comment faire pour que les filles et les femmes ne soient plus déchirées par le choix entre leurs différentes loyautés et leurs identités collectives en tant que membres d'une minorité ? Dans tous les cas, quel que soit leur choix: loyauté ou fuite face au sexisme sous toutes ses formes, elles doivent en payer le prix...et souvent le prix fort: honte et

---

<sup>12</sup> Polémique suscitée par son film « *Laïcité Inch'Allah* » (2011) qui tente de comprendre les freins à une laïcité effective dans la Tunisie contemporaine, mais qui met également à jour ses hypocrisies en matière religieuse.

culpabilisation, honneur familial entaché, mauvaise réputation et rupture familiale sont le lot de nombreuses femmes.

- Comment traiter les questions des violences sexistes envers les femmes minoritaires en rappelant que ces violences sont transversales à tous les groupes sociaux et culturels, sans tomber dans le piège de racialiser le sexisme (Hamel 2005) et sans nier les spécificités de ce que vivent ces femmes, souvent de milieux populaires ?
- Comment la critique féministe peut-elle contribuer à offrir aux individu-e-s des possibilités de remettre en question leur propre subordination, si subordination il y a ?

Pour Susan Okin et ses partisan-e-s, du point de vue des femmes, la perspective de s'assimiler à la culture majoritaire serait plus enviable et plus légitime que la protection des cultures minoritaires. Plutôt qu'une assimilation à marche forcée, peut-on arriver à penser la marge entre « l'acceptable » et « l'intolérable » dans ces débats autour des oppressions vécues par les femmes ? Ces marges varient inévitablement selon les observateurs, les instrumentalisation et les contextes, et tracer des frontières n'est pas évident. Qu'est-ce qui est non négociable ? Les mariages arrangés, forcés ? L'excision ? Le port du foulard ? Et surtout quels sont les protagonistes et les termes de la négociation ? Est-ce que ce qui me déplaît prodigieusement doit être interdit ? Doit-on faire une distinction entre ce qui réversible et ce qui ne l'est pas ? L'important est de déterminer où l'on trace la limite. Celle-ci doit permettre aux personnes de s'engager sur un chemin sans avoir l'impression de devoir renier *leur* culture.

A un autre niveau, comment faire entendre la voix des dissident-e-s culturelles et leurs revendications ? Car c'est à travers elles que l'on mettra l'accent sur le dynamisme et la pluralité des perspectives, dans une culture donnée. Dans quelle mesure le féminisme peut-il soutenir et entendre une « diversité des perspectives » qui provient de la remise en cause des normes dominantes au sein d'un groupe culturel ? Maneesha Deckha (2004), une chercheuse canadienne, propose d'encourager toutes les formes de dissidence culturelle, tout en acceptant les revendications culturelles qui ne font pas obstacle à d'autres formes de dissidence.

Autrement dit, la revendication culturelle de porter le foulard, ou les opérations de reconstruction de l'hymen pour répondre à l'idéal de virginité, même si elles sont porteuses d'essentialisme, vont-elles renforcer la subordination des autres femmes ? Empêchent-elles d'autres femmes de s'engager dans une voie dissidente ? Il faudrait pouvoir passer le test: « pas de subordination interne ».<sup>13</sup> Mais, en France, une grande partie des féministes a estimé, en vertu du fameux « le personnel est politique », que le choix de chacune engageait *toutes* les femmes. Ce qui, au départ, au sein du mouvement des femmes, était un mot d'ordre libérateur, est devenu dans le cas du port du hijab, la porte ouverte à un contrôle politique sur les vies privées en fonction d'une doxa permettant de juger les pratiques de certaines femmes.

---

<sup>13</sup> On sait par ailleurs qu'aucune culture, majoritaire ou minoritaire, ne pourrait passer le test « pas de discrimination sexuelle dans la sphère privée ».

## Un universel en mouvement ... pour des luttes conjointes<sup>14</sup>

Il est indéniable que le paradigme intersectionnel, en mettant l'accent non seulement sur les rapports de domination entre les sexes, mais aussi sur les rapports de pouvoir d'une société forgée par des idéologies racistes, et un imaginaire colonial toujours à l'œuvre, permet de conceptualiser et de comprendre les « identités multiples et simultanées des femmes ».<sup>15</sup>

Les enjeux sont nombreux et très complexes à traduire. En ce sens, est-il réellement possible d'arriver à éliminer toute pensée hiérarchisante qui place un système discriminant au-dessus de l'autre ? Autrement dit, est-il concrètement possible de mettre en œuvre une action qui reflète cette simultanéité des oppressions ? Le chantier, à la fois théorique et empirique, est devant nous.

Le concept d'intersectionnalité politique nous invite à penser les coalitions et cela résonne selon moi comme un défi pour le féminisme en France. Féministes et multiculturalistes, ou anti-racistes peuvent être des allié-e-s dans les luttes. Le mouvement féministe n'a pas le choix, il est contraint à travailler sur ces questions, car elles sont mises en avant sur la scène scientifique, mais aussi publique et politique. Il est temps me semble-t-il que le mouvement féministe se re-pense lui-même comme une coalition, et non comme une totalité, qui prenne en compte l'expérience des femmes, ce qui les rassemble et ce qui les sépare. La multiculturalité et la pluralité de nos sociétés laisse à penser que la question multiculturelle continuera à semer du trouble et à déranger le féminisme. Aussi, la façon dont les femmes minoritaires peuvent répondre à des pratiques oppressives, et comment d'autres femmes peuvent les soutenir dans ces luttes, devrait être une de ses préoccupations essentielles.

J'ai envie aujourd'hui de pouvoir exprimer avec d'autres, le découragement et le désenchantement que cela peut induire chez certaines d'entre nous. En effet, la parole des minoritaires (qu'elles soient universitaires ou militantes) est souvent assimilée au (simple) témoignage, alors que celle des « Français-es », « Blanc-hes » est désignée en termes d'analyses. De là à penser que les Blanc-he-s seraient des expert-e-s, et que les (femmes) minoritaires qui vivent ces situations ne pourraient que témoigner, il n'y a qu'un pas. J'ai vécu à plusieurs reprises de façon toujours douloureuse, ces moments où l'on ne se sent pas légitime, et encore moins légitimée.

J'ai lu le récit de Ouardia Derriche (2010), militante féministe belge d'origine algérienne qui utilise pour exprimer ce sentiment, « danser dans le noir ». En kabyle, cela signifie perdre son temps et son énergie. Il illustre selon elle ce malaise entre féministes « autochtones » et féministes « non-blanches ». Une de mes amies

---

<sup>14</sup> En référence à bell hooks pour qui l'universalisme s'incarne dans une reconnaissance des différentes formes d'oppression et les alliances politiques qui en découlent pour les combattre.

<sup>15</sup> Bien entendu, la classe et l'orientation sexuelle doivent faire partie de nos réflexions.

toulousaine, féministe de longue date, elle aussi d'origine algérienne, l'exprime simplement en disant: « Je n'ai plus envie de m'appeler féministe » et elle précise: « à cause de leur racisme ! ».

Je ne crois pas qu'il faille abandonner le féminisme en raison de ses divisions, ni même l'identité de féministe, à condition qu'aucune politique ou prise de position raciste ne soit possible au nom du mouvement féministe, ou avec l'assentiment de certaines féministes. Ce qui est certain, c'est qu'aujourd'hui en France, les polémiques sur le hijab et l'Islam ont produit *in fine* davantage d'exclusion sociale pour certaines femmes. Nombre de féministes auront largement contribué à cet état de fait en refusant de considérer les femmes musulmanes, ou supposées telles, comme des actrices sociales compétentes. Ces mêmes féministes sont restées aveugles à la domination qu'elles ont produite sur d'autres femmes.

Véhiculer des représentations spécifiques sur les femmes minoritaires, sans rendre compte de leur vécu réel à travers leurs propres récits, contribue à les invisibiliser et à renforcer leur relégation aux marges. Récits qui ne sont pas entendus, d'où l'importance de faire de la place aux contre-récits des femmes des groupes dominés,<sup>16</sup> pour mettre en évidence combien le point de vue de la « marge » impose une redéfinition des notions d'universel qui ne soient pas l'imposition des valeurs des groupes dominants.

Il me semble en dernière analyse que face aux attaques que subissent les femmes marginalisées ou minoritaires, il faut arriver à trouver une juste voie/voix entre une position féministe de principe et une sorte de « pragmatisme » féministe. Alors que pour la première, la question est de savoir quels principes priment - l'égalité des sexes ou le respect des cultures, comme s'il fallait choisir entre les deux ? - pour la seconde, le dilemme est plutôt de type politique et stratégique: quelles mesures et quelles actions contribuent à l'amélioration de la position vulnérable des femmes des groupes minoritaires ? Un défi majeur pour le féminisme est de trouver un équilibre entre faire preuve de solidarité envers les femmes des minorités, tout en développant une perspective critique.

Cette position peut paraître - et est en effet - souvent paradoxale, du fait qu'elle nécessite que l'on tienne autant compte des contextes que de l'influence de divers facteurs comme les inégalités socio-économiques et raciales. Le cadre d'analyse féministe intersectionnel offre la possibilité d'avoir un projet à la jonction des luttes féministes et des priorités exprimées par les femmes elles-mêmes.

---

<sup>16</sup> En affirmant qu'il n'y pas qu'une seule bonne issue dans un cas juridique, certains des théoricien-ne-s de la Critical Race Theory ont développé l'idée de *legal storytelling* (récits juridiques) et de contre-récits. Il s'agit d'influencer le droit et la société en général par des récits basés sur le vécu, la parole des femmes et des minorités. A partir de là, « le récit peut mettre en cause et influencer le droit et d'autres sciences ».

Cela suppose d'admettre qu'il n'existe pas une voie unique vers l'émancipation, et de reconnaître que l'enjeu - malheureusement oublié par une partie des féministes - dans ces nouvelles guerres culturelles sexualisées, est de favoriser l'émancipation des femmes, de toutes les femmes, en acceptant qu'elles soient *enfin* des sujets politiques.

## Bibliographie

BOUTELDJA, Houria. « *Pierre, Djemila, Dominique...et Mohamed* », 8 mars 2012. <http://indigenes-republique.fr/pierre-djemila-dominique-et-mohamed/>. Consulté le 15 novembre 2017.

COLLIN, Françoise. « Du privé et du public ». *Les Cahiers du GRIF*, n° 33, 1986, 47-67.

CRENSHAW, Kimberlé. « Cartographies des marges: intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur ». *Cahiers du Genre*, n° 39, 2005 (version anglaise 1994), 51-82.

DECKHA, Maneesha. « Is Culture Taboo? Feminism, Intersectionality, and Culture Talk in Law ». *Canadian Journal of Woman and Law*, n°16, 2004, 14-53.

DERRICHE, Ouardia. « Danser dans le noir ». *Politique*, n°63, février 2010. <http://www.revuepolitique.be/danser-dans-le-noir/>. Consulté le 1 décembre 2017.

DORLIN, Elsa, dir. *Black Feminism. Anthologie du féminisme africain-américain, 1975-2000*. Paris: L'Harmattan, coll. Bibliothèque du féminisme, 2008.

EZEKIEL, Judith. « La hijab story ». *Confluences Méditerranée*, n° 59, 2006.

HAMEL, Christelle. « De la racialisation du sexisme, au sexisme identitaire ». *Migrations Sociétés*, n° 17, 2005, 91-104.

KANDEL, Liliane. « Féminisme, multiculturalisme, cosmopolitisme: migrations de l'identité dans les mouvements de femmes ». *La place des femmes. Les enjeux de l'identité et de l'égalité au regard des sciences sociales*. Paris: La Découverte, 1995, 363-369.

KEBABZA, Horia. « Logiques de genre dans des quartiers impopulaires ». *Hommes et Migrations*, « Femmes contre les violences », n° 1248, mars-avril 2004, 52-63.

LONGMAN, Chia et Gily Coene, dir. « Féminisme et multiculturalisme: les paradoxes du débat ». *Europe des Cultures*. Bruxelles: Peter Lang, 2010.

OKIN, Susan. « Is Multiculturalism Bad for Women ». *Boston Review*. <http://bostonreview.net/archives/BR22.5/okin.html>. Consulté le 13 octobre 2017.

PHILLIPS, Anne. *Multiculturalism without Culture*, Princeton: Princeton University Press, 2007.

SAHARSO, Sawitri. « Culture, Tolerance and Gender: A Contribution from the Netherlands ». *The European Journal of Women's Studies*, n° 10.1, 2003, 7-27.